

L'extrême droite préfère le cinéma muet

NICOLAS MASSOL

Sans grand intérêt pour le septième art, le RN a tout de même attaqué l'économie du secteur, notamment le CNC, et dénonce une «politisation» du milieu.

Peu de cadres, au Rassemblement national, ont réagi à la volonté de Maxime Saada, directeur général du groupe Canal +, de ne plus travailler avec les artistes et professionnels du cinéma ayant signé la tribune dans Libé dénonçant l'emprise de Vincent Bolloré sur leur industrie. «Je ne commente pas les décisions d'entrepreneurs privés», se contente d'évacuer Sébastien Chenu, l'un des Monsieur Culture du parti d'extrême droite, mettant au jour les contradictions de sa formation. Le RN, qui entend s'attaquer au financement public des films français et laisser plus de place à l'argent privé, dénonce une «politisation» excessive de ce milieu tout en soutenant les films qui épousent sa vision du monde. A vrai dire, ce silence trahit une autre réalité : sur le cinéma, comme sur de nombreux sujets, le parti de Jordan Bardella et de Marine Le Pen s'exprime le moins possible car il n'a pas grand-chose à dire. Le RN avance certes masqué mais ne sait pas vraiment où il va.

Gloubi-boulga La formation n'a ainsi jamais trouvé nécessaire de se doter d'un programme culturel. En 2022, aucun livret thématique n'était consacré à ce secteur en général et au cinéma en particulier, qui s'est toujours massivement opposé à l'extrême droite. Les derniers budgets et la nécessité, pour les députés RN d'afficher leur nouveau zèle de convertis à l'orthodoxie budgétaire en trouvant des économies à réaliser partout, ont poussé le parti à sortir du bois. En visant le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), destiné à disparaître selon un amendement déposé à l'automne, l'élue de la Somme, Matthias Renault, l'accusait de produire des «navets [...] dans une vaste entreprise de propagande». «L'Etat lourdement endetté gaspille l'argent des contribuables en finançant des films de gauche et woke qui font des flops au box-office», abondait, à la même période, Sébastien Chenu. Un «bon film se juge au nombre d'entrées qu'il fait. Un film sans spectateurs devant la toile, est-ce qu'il mérite d'être soutenu, financé ?» fait mine de s'interroger le vice-président du RN.

Avant de rétro pédaler et de soutenir une nouvelle proposition consistant, non pas à sucrer mais surtout à «moraliser les aides» en limitant à 500 000 euros les cachets des acteurs dans les films soutenus par le CNC. Chenu se voulait rassurant : «Jamais nous n'entrons dans la ligne éditoriale des films, si l'on peut parler de ligne éditoriale.» Ce qui ne semble pas être l'avis du député Thomas Ménagé interrogé samedi sur le sort du CNC : «Il y a nécessité, quand on arrive au pouvoir, de faire des choix, et de se dire qu'à un moment il y a des dépenses qui sont peut-être superflues [...]. Il faut une dépolitisation de la culture, nous, ce qu'on regrette, c'est qu'il y a une politisation de la culture.» Gloubiboulga mais hostilité affichée : le RN a ainsi voté – et fait passer – un amendement d'une sénatrice (LR) prévoyant

un allègement fiscal pour les chaînes de télé privées qui contribuent au budget du CNC, aboutissant pour la structure à une perte de recettes de 34 millions d'euros par an.

«Rediriger les recettes» D'autres amendements de l'extrême droite se sont attaqués à l'écosystème économique de l'industrie du cinéma. L'ancien journaliste, devenu député, Philippe Ballard a proposé de supprimer les avantages fiscaux des Sociétés de financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel (Sofica) qui favorisent la récolte de fonds privés. Anthony Boulogne, un autre député RN, a voulu réduire de moitié la majoration des crédits d'impôt pour dépenses de production d'œuvres cinématographiques. Egaleme nt visé, le crédit d'impôt international C2I qui s'applique aux dépenses faites en France pour des sociétés de production établies à l'étranger. Dans un amendement destiné à supprimer une disposition fiscale favorable au CNC en vue du financement de l'audiovisuel et du cinéma, le député RN Kévin Mauvieux révèle noir sur blanc la philosophie de son parti : «Nous refusons d'entretenir, par de nouveaux aménagements fiscaux, un système de dépendance budgétaire de l'audiovisuel public et parapublic, alors que les priorités culturelles doivent être ailleurs. [...] Nos priorités culturelles doivent être recentrées [...]. Avant d'ajouter ou de maintenir des taxes sectorielles pour subventionner des opérateurs, il faut rediriger les recettes vers la sauvegarde des églises, châteaux, musées et sites qui se dégradent partout en France.» Moins d'argent pour le cinéma, davantage pour le patrimoine, secteur qui, lui, a fait l'objet d'un livret thématique dédié en 2022. On pouvait y lire : «Le patrimoine est notre histoire pétrifiée, au sens premier de cet adjectif. C'est pourquoi il tient une place majeure dans le programme de redressement moral du pays.»

NICOLAS MASSOL